

Une Église en crise

« Le pape écoutera ce que diront les évêques, mais les changements ne se feront pas voir »

Les églises se vident, les curés ainsi que les membres des différentes communautés religieuses vieillissent et les nouveaux candidats ne se bousculent pas au portillon : l'Église catholique traverse une crise profonde au Québec depuis déjà quelques décennies. Dernièrement, ces problématiques ont été soulevées sur la place publique alors que quelques voix issues de communautés religieuses ont brisé le silence. Dans l'immédiat, rien n'indique que Rome prendra des mesures concrètes pour tenter d'améliorer la situation.

En décembre dernier, la Conférence religieuse du Canada, qui regroupe 230 congrégations religieuses, a envoyé une lettre aux évêques du pays pour dénoncer la rigidité des dogmes moraux de l'Église catholique. « *Nous regrettons la défense de principes qui, dans leur «radicalité», ne rejoignent pas l'expérience humaine : divorce, contraception, avortement, protection contre le sida, allègement des souffrances en fin de vie* » peut-on lire dans le document préparé en vue de la visite des évêques en mai, au Vatican, où ils discuteront de la situation de l'Église canadienne avec le pape et les prélats.

La lettre reprise dans les médias au début de mars, remet aussi en cause la grande structure de l'Église catholique. « *Nous souhaitons, dans une recherche continue de la vérité, que les questions relatives aux ministères ordonnés soient ouvertes à la discussion : ordinations des hommes mariés, des femmes, des anciens dans les communautés des Premières Nations* ».

Il y a également été plus d'une fois question de l'homosexualité dans les médias ces derniers mois. À la suite de la prise de position de la Conférence des évêques catholiques du

Canada contre le mariage homosexuel et de la publication, par le Vatican, d'une directive interdisant aux homosexuels ayant des tendances profondément enracinées d'être ordonnés, 19 prêtres ont publié une lettre ouverte dans *La Presse* pour dénoncer la position de leur Église sur l'homosexualité. La Conférence religieuse du Canada dénonce aussi, dans ce document, l'attitude peu accueillante de l'Église envers les homosexuels.

Le débat est lancé

Le texte des supérieurs des congrégations religieuses marque un virage dans l'histoire contemporaine de l'Église catholique parce qu'en se retrouvant dans les médias, il a enclenché un débat public, affirme le professeur au département de science des religions de l'Université du Québec à Montréal, Louis Rousseau.

« Les hommes et les femmes qui ont signé ce document ne sont pas des gens d'avant-garde, mais des vieillards qui ont un dernier mot à dire. Plusieurs communautés religieuses vont disparaître dans 10 ou 20 ans. La population de ces communautés ne s'est pas renouvelée et la moyenne d'âge dans plusieurs communautés de femmes se situe autour de 80 ans. Devant cette fatalité, il est tout à fait légitime que les membres de ces communautés réagissent », soutient le spécialiste.

Contrairement à ce qui a été dit par les évêques, M. Rousseau est convaincu que la lettre écrite par les supérieurs représente fidèlement la pensée des membres de leur communauté. « *Personne n'est mieux placé que le supérieur d'une communauté pour exprimer la pensée des membres. Ces gens-là vivent ensemble et travaillent ensemble.* »

Pour ce qui est de la position des 19 prêtres, elle est peut-être un peu moins généralisée,

selon M. Rousseau. « *Mais tout de même, il y a un certain nombre de prêtres qui n'ont pas l'impression d'être entendus. Pour eux, l'Église apparaît souvent comme étant à côté de la «track» ; elle isole, blesse et expulse des gens qui seraient d'excellents croyants. Ils se voient obligés de se mettre ensemble pour parler fort et espérer être entendus.* »

Regarder couler le bateau

Le problème des ministères est immédiat. « *Comme il n'y a pas assez de prêtres ni de pratiquants, on fusionne d'énormes paroisses et chaque prêtre doit couvrir un immense territoire. Cette manière de procéder tue tout lien de communauté et les pratiquants se retrouvent dans l'anonymat. Plus le temps passe, plus la situation empire, mais Rome se console en regardant l'Afrique et les Philippines, où il y a beaucoup de vocations* », remarque M. Rousseau.

Les membres des communautés religieuses réalisent qu'ils sont en situation de détresse, mais les hautes sphères de l'Église catholique ne s'en inquiètent pas. « *Le bateau est en train de couler et les officiers frottent leurs habits et vont à la télévision pour dire que ça va bien. Pendant ce temps, l'eau monte dans la cale. Les membres de la Conférence religieuse du Canada le savent très bien et en écrivant cette lettre, ils ont dit à l'épiscopat de se grouiller, qui n'avait pas 25 ans pour régler le problème* », poursuit M. Rousseau.

Le spécialiste croit tout de même que les évêques canadiens discuteront des questions soulevées par la Conférence religieuse du Canada à la rencontre prévue en mai prochain à Rome. « *Le pape écoutera ce que diront les évêques, mais les changements ne se feront pas voir.* »

Selon M. Rousseau, le problème est dans la structure décisionnelle de l'Église catholique. « *Il y a 100 ans, la papauté avait un pouvoir absolu sur les croyants. En 1968, lorsque l'Église a pris position contre la pilule contraceptive, il y a eu une brisure. Le pape ne le sait pas ou, du moins, il agit comme s'il ne le savait pas. La papauté et l'épiscopat croient qu'ils sont les seuls à détenir la vérité.* »

Accepter le mariage des prêtres pourrait être un bon élément déclencheur d'autres changements dans l'Église catholique, croit M. Rousseau. « *Si le prêtre avait une famille, il devrait avoir un autre emploi et pour concilier les tâches, il devrait être responsable d'une petite paroisse. Ainsi, des communautés religieuses fraternelles verraient le jour. La population en général ne voit pas le lien entre le fait d'être le chef d'une communauté religieuse et celui de devoir demeurer célibataire, mais pour Rome, c'est la tradition et les gens au pouvoir sont des hommes célibataires, ce sera difficile à changer* », conclut-il.

Martine Letarte, collaboratrice du Devoir

Le Devoir, samedi 15 avril 2006.